

PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

Direction des
collectivités territoriales
et de l'environnement

BUREAU DE
L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

arrêté viticulture

ARRETE

relatif aux prescriptions générales applicables
aux installations classées pour la protection de l'environnement
soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 (Préparation,
conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure
à 500 hl/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an)

LE PREFET D'INDRE-ET-LOIRE,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,

- Vu le titre 1er et le titre IV du livre V de la partie législative du Code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;
- Vu le titre 1er du livre II de la partie législative du Code de l'environnement ;
- Vu le Code de la santé publique ;
- Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées ;
- Vu le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Vu le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 modifié portant application de la loi n° 75-663 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- Vu le décret n°2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications ;
- Vu la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le rapport de l'inspectrice des installations classées en date du 10 juin 2002 ;
- Vu l'avis du Conseil départemental d'hygiène, émis dans sa séance du 17 octobre 2002 ;
- Sur proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

ARRETE

Article 1 - Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 (Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production étant supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an) sont soumises aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Dispositions générales

2-1 - Conformité de l'installation à la déclaration

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

2-2 - Modifications

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration conformément à l'article 31 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

2.3 - Justification du respect des prescriptions de l'arrêté

La déclaration doit préciser les mesures prises ou prévues par l'exploitant pour respecter les dispositions du présent arrêté conformément à l'article 25 du décret du 21 septembre 1977.

2-4 - Dossier installation classée

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration ;
- les plans tenus à jour;
- le récépissé de déclaration et les prescriptions générales et, le cas échéant:
- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ainsi que les rapports de visites ;
- les documents prévus aux paragraphes 4-3 ; 5-3 ; 6-1 ; 6-8 du présent arrêté.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2-5 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976, conformément à l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

2-6 - Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration conformément à l'article 34 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

2-7 - Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures

de remise en état prévues ou réalisées conformément à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 3 - Implantation et aménagement

3-1 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté.

3-2 – Accessibilité

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

3-3 - Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

3-4 - Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage des produits d'entretien, de désinfection et de traitement dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont récupérés et de préférence recyclés ou en cas d'impossibilité traités conformément à l'article 8.

Article 4 - Exploitation et entretien

4-1 – Exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de l'exploitant ou d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

4-2 - Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

4-3 - Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. L'objet et l'étendue des vérifications annuelles des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté ministériel du 10 octobre 2000 susvisé.

Article 5 – Risques

5-1 - Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle telle que masques avec cartouches, gants ..., adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à

l'emploi de ces matériels.

5-2 - Moyens de secours contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie tels que des extincteurs ou matériels équivalents, en nombre suffisant, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

5-3 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées, éventuellement sous forme de pictogrammes ou de visuels, dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article 6 – Eau

6-1 – Prélèvements

Les installations de prélèvement d'eaux superficielles ou souterraines doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés au moins une fois pour chaque période d'activité telle que les vendanges, le soutirage..., si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j, et au minimum une fois par an dans le cas contraire. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

6-2 – Consommation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits au-delà d'un débit de 5 m³/j.

6-3 - Réseau de collecte

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Ces dernières doivent rejoindre le milieu naturel.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.

6-4 - Mesure des volumes rejetés

La quantité d'eau rejetée doit être mesurée au moins une fois à chaque période d'activité ou conformément aux conditions de rejet prévues au paragraphe 6-5b) ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.

6-5 - Valeurs limites de rejet

Sans préjudice des modalités de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du Code de la Santé Publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

- a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :
- pH (NFT 90-008) : compris entre 4 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux) ;
 - température : < 30° C.

- b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

Le raccordement à une station d'épuration collective n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent dans

de bonnes conditions.

Tout raccordement doit faire l'objet d'une autorisation de déversement et d'une convention préalable passée entre l'exploitant et le gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement. La convention fixe les caractéristiques (volume, concentration...) maximales et, en tant que de besoin minimales, des effluents déversés au réseau.

Lorsque ces caractéristiques ne peuvent être précisées et que le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement au réseau ne peuvent dépasser :

- **Matières en suspension (MES)** (NFT 90-105) : 600 mg/l
- **Demande chimique en oxygène (DCO)**(NFT 90-101) : 2 000 mg/l
- **Demande biochimique en oxygène (DBO5)** (NFT 90-103) : 800 mg/l.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

L'effluent brut doit faire l'objet d'un traitement épuratoire avec un rendement à un taux supérieur à 95 % sur les flux de MES et de DCO ou respecter les valeurs limites suivantes :

- **Matières en suspension (MES)** (NFT 90-105) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- **Demande chimique en oxygène (DCO)**(NFT 90-101) : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- **Demande biochimique en oxygène (DBO5)** (NFT 90-103) : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà.

Le rejet devra être compatible avec l'acceptabilité du milieu récepteur.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

6-6 - Interdiction des rejets en nappe

Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

6-7 - Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident déversement de matières dangereuses ou de vin dans les égouts publics ou le milieu naturel. Après accident, les produits récupérés seront soit recyclés, soit traités conformément à l'article 8.

6-8 – Epandage

L'épandage des eaux résiduaires ou résidus doit respecter les dispositions suivantes :

- les produits épandus ne sont pas nocifs pour l'environnement et présentent une valeur agronomique satisfaisante ;
- la capacité de stockage des eaux résiduaires et des résidus avant épandage doit permettre leur stockage pendant une durée au moins égale à la plus grande valeur des deux volumes calculés ci-après :
 - cinq jours de production en pointe ;
 - 15 % de la production annuelle.
- le stockage des eaux résiduaires et des résidus ne doit pas être source de nuisance ou de gêne pour l'environnement ;
- le plan d'épandage est constitué par :
 - un relevé parcellaire (numéros et sections cadastrales, surfaces initiales, surfaces exclues, motifs d'exclusion, surfaces restantes, nature du foncier, et assolement),

- les plans cadastraux et un plan au 1/25000^{ème} ou un plan d'assemblage au 1/10000^{ème},
 - une notice d'aptitude à l'épandage.
- un cahier d'épandage, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, comporte les dates d'épandages, les volumes d'effluents, les quantités d'azote épandu toutes origines confondues, les parcelles réceptrices et la nature des cultures ;
 - les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :
 - sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kg/ha/an ;
 - sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an ;
 - sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté ;
 - dans les zones vulnérables définies au titre du décret n°2001-34 du 10 janvier 2001: 210 kg/ha/an puis 170 kg/ha/an au 1er janvier 2003 ;
 - l'épandage d'eaux résiduaires ou de boues contenant des substances toxiques est interdit ;
 - en aucun cas la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puisse se produire ;
 - pour des effluents dont le pH est compris entre 4 et 5,5 le volume des apports est compatible avec les capacités d'épuration des sols ;
 - L'épandage est interdit :
 - à moins de 50 mètres de tout local habité ou occupé par des tiers, des terrains de camping agréés et des stades et à moins de 200 m les samedis, dimanches et jours fériés ;
 - à moins de 50 mètres de tout point de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers et à l'intérieur des périmètres rapprochés et de certains périmètres éloignés l'imposant,
 - à moins de 200 mètres des lieux de baignades, à moins de 500 mètres en amont des sites d'aquaculture, à moins de 35 mètres des cours d'eau, plans d'eau et points d'eau non réservés à l'alimentation en eau ;
 - pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé, lors de fortes pluies ou lorsqu'il y a des risques d'inondation ;
 - en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées, sauf cas particulier accepté par l'Inspecteur des Installations Classées après examen d'une demande motivée ;
 - sur les sols dont la pente est importante ;
 - par aéro-aspersion au moyen de dispositifs générateurs de brouillard fin.

6-9 - Mesure périodique de la pollution rejetée

Sans préjudice des modalités fixées par la convention signée avec le gestionnaire du réseau d'assainissement collectif, une mesure des concentrations des différents polluants visés au paragraphe 6-5 doit être effectuée au moins tous les trois ans.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.

Le bon état et l'entretien du dispositif de pré traitement ou de traitement mis en place doit être vérifié tous les trois ans par un organisme spécialisé.

Une mesure des concentrations de ces polluants peut être effectuée, à la demande de l'inspecteur des installations classées, et aux frais de l'exploitant, par un organisme agréé.

Article 7 - Air et odeurs

Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Les installations susceptibles de dégager des odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions.

Article 8 – Déchets

8-1 - Récupération, recyclage

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

8-2 - Stockage des déchets

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

8-3 - Déchets banals

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.

Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 modifié).

8-4 – Brûlage

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Article 9 - Bruit et vibrations

9-1 - Valeurs limites de bruit

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- *émergence* : la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;

- *zones à émergence réglementée* :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et

publiés à la date de la déclaration ;

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Pour les installations existantes, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date d'application du présent arrêté.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement serait à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

9-2 - Véhicules - Engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

9-3 - Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

9-4 - Mesure de bruit

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

9-4 - Mesure de bruit

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence peut être effectuée, à la charge de l'exploitant et à la demande de l'inspecteur des installations classées, par une personne ou un organisme qualifié.

Article 10 - Remise en état en fin d'exploitation

10-1 - Elimination des produits dangereux en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les produits dangereux, ainsi que tous les déchets, doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

10-2 - Traitement des cuves

Les cuves, ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Article 11 - Délais de mise de conformité

Les dispositions du présent arrêté sont applicables sans délai aux installations déclarées postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Elles s'appliquent aux installations existantes dans les conditions ci-après :

Les dispositions des articles 2 (dispositions générales) et 9 (bruits et vibrations) sont applicables aux installations déclarées antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté dans un délai de six mois.

Les dispositions des articles 4 (exploitation et entretien), 5 (risques) et 8 (déchets) à l'exception du paragraphe 8-4, sont applicables aux installations déclarées antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté dans un délai d'un an.

Les dispositions des articles 3 (aménagement), 6 (eau) et 7 (air et odeurs) aux installations déclarées antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté dans un délai de trois ans.

Article 12 - Le secrétaire général de la préfecture, les maires des communes du département, les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Indre-et-Loire et dont un extrait sera publié dans deux journaux diffusés dans le département.

Fait à TOURS, le 15 JAN. 2003

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,
signé Eric PILLOTON

Pour ampliation
la directrice

Christiane BLAT